

Rapport d'activité 2022



Redoubler d'efforts,
pour mieux lutter
contre les pandémies



Madagascar.

Soutenu par L'Initiative, l'Institut Pasteur porte un projet pour améliorer la prise en charge de la tuberculose et de l'infection VIH/sida en milieu carcéral.

Directeur de la publication : Éric Fleutelot

Coordinateur : Bruno Leprêtre

**Conception éditoriale et graphique, rédaction, réalisation
et fabrication :** ANIMAL PENSANT

L'équipe remercie les équipes du département Santé d'Expertise France et les expert-es, les partenaires techniques et financiers ainsi que les porteur-ses de projets qui ont pris part à l'élaboration de ce document.

Impression : ce document est imprimé par l'Imprimerie Solidaire, entreprise adaptée qui compte 80 % de salariés en situation de handicap dans ses effectifs de production et qui répond aux exigences environnementales avec ses certifications PE FC, FSCet Imprim'vert.®

Crédits photographiques : Couverture : Institut Pasteur de Madagascar | P. 4 et P. 6 : Fonds mondial / J.B. Russell | P. 8 : Fonds mondial | P. 12 : Fonds mondial / J.B. Russell | P. 14 : Community Health and Inclusion Association (CHIAS) | P. 16 : Amizero Pictures / L'Initiative | P. 18 : Fonds mondial / Georges Mérillon | P. 21 : Amizero Pictures / L'Initiative | P. 22 : Bart Koetsier / L'Initiative | P. 24 : Institut Pasteur de Madagascar

Sommaire

p. 2-3

Éditos



p. 4-9

**Une année
de mobilisation
et de préparation**

p. 10-11

**2020-2022 Bilan
du dernier triennum**

p. 12-21

**Un dispositif
qui prend de
l'ampleur**



p. 22-27

**Demain, des systèmes
de santé plus forts**

p. 28-29

Bilan financier



« *L'Initiative*, au service des systèmes de santé »

ANNE-CLAIRE AMPROU,
ambassadrice pour la santé mondiale

Outil unique au service des ambitions de la France en santé mondiale, L'Initiative contribue aux efforts historiques de notre pays pour atteindre les objectifs de développement durable, en particulier l'accès à la santé et au bien-être pour toutes et tous.

Avec plus de 26 projets financés et 85 missions d'assistance technique, 2022 est une nouvelle année record pour L'Initiative. Au service des pays éligibles, principalement en Afrique subsaharienne francophone, L'Initiative renforce l'accessibilité et la performance des financements du Fonds mondial, grâce à un soutien et à une assistance technique sur mesure aux pays les plus vulnérables. Elle intervient également aux niveaux régional et national, afin que le Fonds mondial réponde durablement aux défis de la lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme. Elle est aussi au service des systèmes de la santé et de leurs ressources humaines, qui ont été fortement mobilisées pendant la crise de Covid-19 et qui demeurent fragiles.

L'Initiative portera dans les années à venir un engagement fort pour le renforcement des systèmes de santé, y compris communautaires, et pour la formation des agents et personnels de santé, pour garantir l'accès à des soins de qualité pour toutes et tous. En cohérence avec notre nouvelle stratégie nationale en santé mondiale, L'Initiative répond pleinement aux objectifs que nous nous fixons, tout en portant les valeurs de respect des droits humains, d'égalité de genre, d'appropriation par les pays et d'équité d'accès qui sont fondamentales pour la France. Si nous voulons atteindre les objectifs d'élimination des pandémies fixés par la communauté internationale, nous devons répondre aux besoins des pays, de leurs systèmes de santé et de leurs populations.

La pandémie de Covid-19 et les autres défis sanitaires doivent nous encourager encore plus à construire une couverture santé universelle. Grâce à l'engagement du président de la République, des moyens supplémentaires sont dégagés pour renforcer l'action de L'Initiative et de tous ses pays partenaires.

Nous devons accepter de prendre des risques. Continuer à soutenir les pays les plus fragiles. Agir là où les crises éclatent, comme en Ukraine. Il n'y a pas de place pour l'indifférence. La feuille de route de L'Initiative est définie pour un nouveau triennat. Exigeante, elle oblige à une réponse coordonnée d'une équipe France diverse, riche et rassemblée. ●

« **Un dispositif original,** des actions pertinentes »

JÉRÉMIE PELLET,

directeur général d'Expertise France



Au sein d'Expertise France, l'agence française de coopération technique internationale, L'Initiative est un programme ancien et emblématique. En 2022, lui est confié un rôle encore plus fort dans la mobilisation contre les pandémies et pour le renforcement des systèmes de santé.

À New York, en septembre 2022, le président de la République, Emmanuel Macron, s'est de nouveau engagé aux côtés du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Fidèle à l'esprit qui a sous-tendu la création du Fonds mondial, en 2000, la France a démontré sa volonté de renouveler l'engagement fort de Jacques Chirac en faveur de l'élimination des pandémies de sida, tuberculose et paludisme à l'horizon de 2030. Elle maintient ainsi sa place particulière parmi les pays donateurs avec une contribution record et un renforcement de l'articulation entre la puissance d'un fonds multilatéral et la flexibilité d'une facilité bilatérale, L'Initiative, proche des pays qui sollicitent son soutien.

La connaissance fine du terrain par Expertise France, qui est incontestablement l'une des plus-values de L'Initiative, est mise en avant tout au long de ce rapport. En 2022, une évaluation stratégique et un rapport de la Cour des comptes ont conclu à la pertinence des actions mises en œuvre ou soutenues par L'Initiative et à l'originalité de ce dispositif dans le paysage très divers des ripostes aux pandémies. Cela tient à sa capacité à traiter autant de recherche opérationnelle - indispensable pour une traduction rapide des connaissances scientifiques en politiques publiques - que des droits humains ou encore de la capacité des pays partenaires à absorber la gestion des subventions du Fonds mondial.

La fourniture d'expertise de haut niveau, le financement de projets catalytiques, la production de connaissances pour mieux piloter les réponses aux drames causés par les pandémies sont autant de contributions aux efforts de construction d'une couverture santé universelle. Celle-ci est une condition *sine qua non* d'un développement humain empreint de justice sociale. Et, pour mettre en œuvre les priorités présidentielles et gérer le budget de L'Initiative dont le montant sera triplé entre 2023 et 2025, Expertise France mobilise des équipes engagées appuyées par des outils efficaces et innovants. ●

Une année

DE MOBILISATION ET DE PRÉPARATION



En 2022, L'Initiative a mobilisé ses forces pour préparer les pays éligibles au prochain cycle de financement du Fonds mondial. Objectif : qu'ils soient, dès 2024, prêts à renforcer leur engagement contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

VIH PÉDIATRIQUE	p. 8
MOMENTS FORTS	p. 9
BILAN DU DERNIER TRIENNUM	p. 10



Côte d'Ivoire. Après avoir conduit une campagne d'information sur la transmission du VIH/sida, Alliance Côte d'Ivoire propose des tests à la population locale.

Préparer les pays éligibles en amont du cycle de financement

2022 fut une année de préparatifs, avant l'ouverture du cycle de financement 2023-2025 du Fonds mondial. L'Initiative a simplifié ses processus, outillé ses experts et lancé l'accompagnement des pays, afin de garantir leur accès à des programmes du Fonds mondial plus ambitieux que jamais.

’année 2022 a été celle de la reconstitution des ressources du Fonds mondial. Lors de la 7^e conférence de reconstitution, le 21 septembre, le président de la République a annoncé l'engagement record de la France de 1,6 milliard d'euros pour le cycle 2023-2025 : « Cet exercice de reconstitution est également l'occasion de faire monter en puissance L'Initiative en lui dédiant 20 % de notre contribution totale. »

Pour L'Initiative, 2022 a donc été l'année du renforcement de son budget global, du lancement de la préparation du 7^e cycle de financement du Fonds mondial et d'une mobilisation exceptionnelle de son réseau d'experts. En accompagnant les pays bénéficiaires en amont de ce nouveau cycle, elle leur a permis de soumettre des demandes adéquates appuyées sur des plans stratégiques solides et renouvelés, et de renforcer ainsi les réponses aux pandémies de manière plus intégrée, ainsi que les systèmes de santé.

Une année de préparation plus dense que jamais

Toute l'année, L'Initiative a donc mis des experts à disposition des quarante pays éligibles à ses soutiens pour les aider à construire les requêtes qu'ils déposeront en 2023 auprès du Fonds mondial. Pour Boutaina Selma El Omari, coordinatrice de l'unité de gestion du programme d'appui du Fonds mondial, ↓

au ministère de la Santé et de la Protection sociale du Maroc : « L'appui de L'Initiative a été déterminant pour la préparation du plan stratégique national pour la tuberculose et la rédaction de la demande de financement pour 2024-2026. Il nous a permis de structurer un plan stratégique solide et de soumettre notre demande dans les délais fixés par le Fonds mondial. » Les équipes ont par ailleurs travaillé en collaboration étroite avec le Fonds mondial pour mieux répondre à ses attentes.



28
**MISSIONS D'ASSISTANCE
TECHNIQUE VALIDÉES**
soit **4 000 jours d'expertise**
pour plus de **4,5 M€**

En interne, L'Initiative s'est préparée à répondre aux demandes en créant des outils spécifiques, à l'aune de la stratégie et des objectifs du Fonds mondial pour ce nouveau cycle. Le processus administratif et financier des missions a été simplifié via le lancement d'un accord-cadre spécifique.

Mieux outiller les experts

En complément des outils et formations proposés par le Fonds mondial et ses partenaires, L'Initiative a réuni son réseau d'experts pour une journée de cadrage et de partage de bonnes pratiques. Une centaine ont répondu présents, à Paris et en distanciel. Pour Adeline Lautissier, responsable de l'unité Asie du Sud-Est, l'enjeu de cette journée était double : « travailler sur l'accompagnement des



pays dans le difficile exercice de priorisation dans des contextes aux ressources limitées, mais aussi en vue de plus d'intégration pour le renforcement des systèmes de santé, y compris sur les volets communautaires, de droits humains et de genre ».

En plus des échanges du jour, des ressources spécifiques leur ont été fournies sous la forme de « boîtes à outils ». L'objectif est ainsi de les informer sur les sujets prioritaires insuffisamment documentés : le dépistage et le traitement du VIH/sida pédiatrique (voir page 8) ou encore la lutte contre le cancer du col de l'utérus, maladie

Burkina Faso. Le centre de santé de Koubri reçoit des agents communautaires bénévoles pour une formation sur le paludisme.



associée au VIH (voir page 26). Autre sujet majeur : l'intégration des besoins des populations et des communautés, dont la participation à l'élaboration des demandes de financement est prioritaire pour L'Initiative. ●



« **Pour une intégration significative des acteurs de la santé communautaire et des populations clés dans le grant cycle 7** », boîte à outils, janvier 2023 : bit.ly/toolbox-OSC



CATY FALL,

cheffe de département Afrique et Moyen-Orient, division de la gestion des subventions au Fonds mondial

« **L'Initiative, partenaire privilégié du Fonds mondial** »

Le soutien de L'Initiative dans la dissémination de l'argumentaire d'investissement de la 7^e reconstitution des ressources du Fonds mondial a été remarquable. Partenaire privilégié, elle a fait preuve de flexibilité et de créativité pour répondre aux nouveaux enjeux. Nos échanges fréquents, nos discussions stratégiques, la flexibilité et la rapidité de déploiement de l'assistance technique, l'intérêt porté à la qualité de son offre sont appréciés. Tout comme la convergence autour du principe fondateur de leadership des pays dans l'identification et l'expression des besoins. Les succès des ripostes aux maladies, malgré les écueils, prouvent que des gouvernements, communautés, partenaires financiers et techniques unis et engagés peuvent faire reculer un fléau.

De nouvelles pistes d'action contre le VIH pédiatrique

Cette année, résolument engagée sur ce sujet, L'Initiative a redoublé d'efforts pour partager son expertise sur le VIH pédiatrique lors d'événements internationaux et en créant une boîte à outils destinée aux experts.



Côte d'Ivoire.
Des enfants à Menekre.

Contrairement à d'autres régions du continent, la lutte contre le VIH stagne dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du centre. C'est là que les données du VIH pédiatrique y étaient les plus mauvaises en 2020 : environ 30 % des nouvelles infections surviennent chez les enfants et seulement 35 % d'entre eux sont sous traitement. Le sida est la première cause de mortalité chez les jeunes âgés de 10 à 19 ans, faute d'un accès aux soins suffisant. L'Initiative s'engage pour que le dépistage et les soins pédiatriques soient accessibles partout.

Redoubler d'efforts pour la prise en charge des enfants

En 2022, afin de contribuer à la prise de conscience de l'urgence à s'attaquer au VIH pédiatrique, L'Initiative a participé à plusieurs événements internationaux : un webinar de Sidaction et du réseau Grandir Ensemble, une table ronde à la conférence annuelle de l'Alliance francophone des acteurs de santé contre le VIH et les infections virales chroniques (AFRAVIH), une réunion régionale portée par l'Institut de la société civile pour le VIH et la santé en Afrique de l'Ouest et du centre, et un séminaire régional initié par le réseau EVA.

Autant d'occasions pour L'Initiative de rappeler l'importance de la prévention de la transmission mère-enfant, de l'accès au dépistage précoce, de l'accompagnement des patients et de l'urgence de rendre disponibles des traitements adéquats.

Contribuer à la diffusion de l'information sur les traitements

Une molécule vient compléter l'arsenal des antirétroviraux : le dolutégravir, désormais disponible en formulation pédiatrique. Mais elle reste encore assez peu disponible en Afrique de l'Ouest et centrale. Fin 2022, L'Initiative a produit une boîte à outils pour accélérer la transition vers le dolutégravir pédiatrique, traitement reconnu efficace chez les enfants et recommandé par l'OMS. Cet ensemble de documents, disponible en ligne, est principalement destiné aux experts mobilisés par L'Initiative qui travaillent sur le VIH pédiatrique et, plus largement, aux professionnels de santé et aux agents de santé communautaire. ●



Transition vers le dolutégravir pédiatrique,
Boîte à outils, mars 2022 :

<https://bit.ly/VIH-pediatrique>

Moments forts

de 2022

SOUTIEN D'URGENCE à l'Ukraine

La guerre aggrave la propagation des maladies infectieuses alors que l'Ukraine était l'un des pays d'Europe de l'Est les plus touchés par le VIH/sida et la tuberculose. Dès avril 2022, L'Initiative a accordé un soutien exceptionnel de 120 000 euros à ses partenaires ukrainiens historiques, AFEW et 100%LIFE. En décembre, la création d'un fonds d'urgence de 5 millions d'euros a été suivie de premiers engagements dès janvier 2023. Il a permis à des ONG ukrainiennes de garantir la continuité des soins auprès de la population et d'assurer la mise en œuvre des activités d'urgence durant l'hiver 2022-2023 pour maintenir l'état de santé des populations (fourniture de matériel de première nécessité, kits d'hygiène, couvertures ou vêtements).

PREMIER PROJET ciblant les personnes transgenres

L'Initiative a accordé son soutien au projet REVU Trans en Côte d'Ivoire, porté par Enda Santé, qui cible en priorité les personnes transgenres. L'objectif général est d'améliorer leur accès aux services de santé. En 2020, 75 % des personnes transgenres du pays déclaraient n'avoir jamais été touchées par une offre de soin. Il est essentiel pour L'Initiative de soutenir ces personnes, souvent discriminées, pour protéger leurs droits et répondre à leurs besoins spécifiques. Face à leur précarité socio-économique, il s'agit également de favoriser leur inclusion et d'accroître leur représentation au sein des initiatives en santé.

LE CENTRE MARSA au Liban distingué

Financé par L'Initiative depuis 2020, le centre de santé sexuelle Marsa au Liban a reçu une mention spéciale du prix des Droits de l'homme de la République française, en décembre. Le thème de cette édition : « Droits sexuels et reproductifs : protection des droits des personnes LGBTQIA+ et lutte contre les inégalités de genre ». C'est justement ce pour quoi milite le centre Marsa depuis 2010 : son but est de décentraliser les services de santé, de promouvoir des services inclusifs et de sensibiliser les populations vulnérables à la santé sexuelle et reproductive, et au dépistage volontaire.

2020-2022

Bilan du dernier triennium

Au cours de la période 2020-2022, marquée par la crise de Covid-19, L'Initiative a continué à répondre aux besoins des pays les plus fragiles dans la lutte contre les pandémies. En complémentarité de l'action du Fonds mondial, elle a fait évoluer ses modalités d'intervention pour plus d'efficacité.

Des priorités assumées

80 %

DES ENGAGEMENTS EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE



55 %

DE MISSIONS SUR LE RENFORCEMENT DES SYSTEMES DE SANTÉ

40 %

DE PROJETS POUR LA LUTTE CONTRE LE VIH/SIDA



Frais de coordination et de suivi des programmes
10 %

Activités transversales
4 %

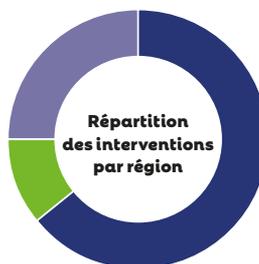
Europe de l'Est, Moyen-Orient et Caraïbes
25 %

Asie du Sud-Est
11 %



Assistance technique
25 %

Projets catalytiques
61 %



Afrique subsaharienne
64 %



ANTOINE PEIGNEY,
directeur du département
Santé d'Expertise France

L'Initiative complète l'appui des investissements multilatéraux par une exigence de solutions sur mesure pour chaque pays. Elle rétablit avec originalité un équilibre entre l'horizontalité des appuis aux systèmes de santé et la verticalité des approches centrées sur les malades et sur les maladies. C'est un travail patient et déterminé au service de l'éducation à la santé, de la prévention, des soins de qualité et des traitements accessibles à tous. Le tout dans des contextes faits de défis, de drames, mais aussi empreints de solidarité. Avec L'Initiative et grâce à la confiance de notre tutelle – le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères –, nous devons poursuivre l'exploration de nouveaux appuis ou de nouvelles approches et continuer de prendre des risques.

10 pays

qui concentrent
les missions
d'assistance technique

Niger
Burkina Faso
Cameroun
Côte d'Ivoire
Bénin
Burundi
Sénégal
Tchad
Rép. démocratique du Congo
Madagascar



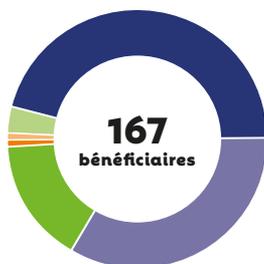
Assistance technique

Instituts de recherche
3,2 %

Centrales d'achats
0,64 %

ONG internationales
0,64 %

ONG locales et organisations à base communautaire
15,71 %



Nature des bénéficiaires des missions d'AT

Instances de coordination nationale (CCM)
45,83 %

Programmes nationaux, ministères...
33,97 %

228

MISSIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE ENGAGÉES (avec les DAT)



32 772
JOURS D'EXPERTISE VALIDÉS

30,9 M€
ENGAGÉS



Financement de projets

Organisations gouvernementales
4 %

Fondations
9 %

Instituts de recherche et universités
17 %



ONG internationales
32 %

ONG locales et organisations à base communautaire
38 %

64

PROJETS ENGAGÉS pour un total de plus de 69 M€ dans 27 pays



UN DISPOSITIF QUI PREND DE l'ampleur

Reconnue comme un dispositif clé de l'action française en matière de santé mondiale, L'Initiative a fait évoluer ses modalités d'action. Dotée d'un budget inédit, elle se met en ordre de bataille pour des appuis plus efficaces dans sa lutte contre les pandémies, au service des populations.

UNE ÉVALUATION STRATÉGIQUE	p. 15
DES MODALITÉS D'ACTION COMPLÉMENTAIRES	p. 16
L'ACCÉLÉRATEUR	p. 17
RESSOURCES HUMAINES EN SANTÉ	p. 19
DES ATOUS EXCEPTIONNELS POUR FAIRE FACE	p. 20



AGENT DE SANTÉ
COMMUNAUTAIRE



Côte d'Ivoire. Sensibilisation des hommes de plus de 25 ans au VIH/sida par Alliance Côte d'Ivoire.

« L'Initiative est un élément clé de la mobilisation de la France en santé mondiale »

La France s'engage depuis longtemps pour la santé dans le monde. En septembre 2022, elle a renouvelé avec force son appui solidaire pour améliorer la santé des populations et renforcer les systèmes de santé des pays les plus fragiles. L'Initiative en est un élément clé.

AURÉLIEN LECHEVALLIER,
directeur général de la mondialisation, de la culture, de l'enseignement et du développement international du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères



Initiative, programme d'Expertise France lancé en 2011 servant de contribution indirecte de la France au Fonds mondial de lutte contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, participe à la mise en œuvre effective de la stratégie française en santé mondiale dans un esprit d'investissement solidaire.

Promouvoir la santé comme droit humain

Avec L'Initiative, la France soutient quarante pays en vue de l'élimination des pandémies de VIH/sida, tuberculose et paludisme d'ici 2030, conformément à l'agenda de développement durable des Nations unies. L'Initiative est une facilité unique au service des populations et des systèmes de santé des pays, reconnue pour son agilité et sa capacité à s'attaquer aux défis négligés. Elle apporte une expertise technique indispensable aux pays les plus vulnérables, avec pour objectif une mise en œuvre optimale du Fonds mondial, en particulier en Afrique. Elle porte une vision française, multilatérale et solidaire de la santé mondiale orientée vers les résultats.



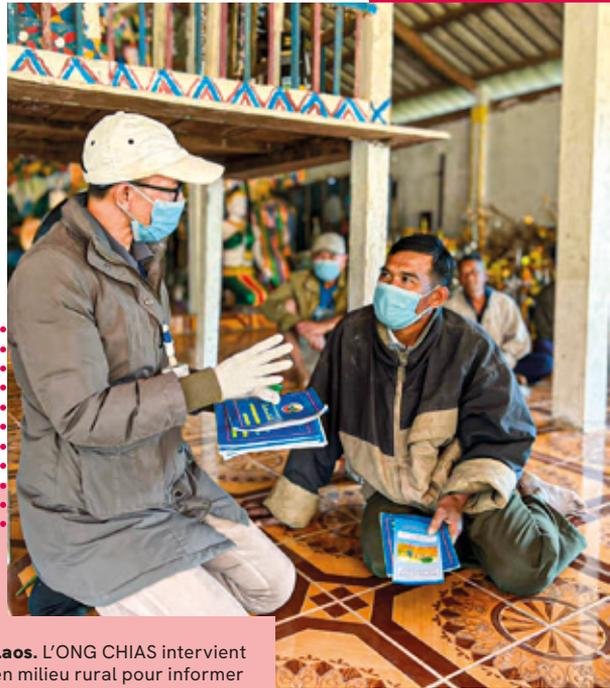
L'Initiative aide à bâtir des systèmes de santé durablement résilients face aux crises sanitaires, conformément à l'approche « Une seule santé » et sur la base de la science, sans place pour l'approximation ou l'idéologie. Son soutien au renforcement des systèmes de santé des pays va de la formation des personnels de santé, y compris communautaires, à l'accès renforcé des personnes, en particulier des plus vulnérables, marginalisées ou criminalisées, à une santé de qualité. L'Initiative promeut le renforcement des communautés touchées par les trois maladies et l'égalité de genre dans l'accès aux soins.

Un outil agile et innovant

L'Initiative est un outil agile et innovant, comme l'a montré l'appui rapide qu'elle a su apporter en 2022 à des organisations de la société civile ukrainiennes en santé.

Pour mener à bien ses missions de terrain, L'Initiative mobilise l'ensemble des acteurs de l'Équipe France en santé mondiale : nos ambassades et leurs conseillers régionaux en santé mondiale, les opérateurs publics de coopération internationale et de recherche (Agence française de développement, l'Institut de recherche pour le développement, instituts Pasteur, Inserm et ANRS-MIE, etc.), les organisations de la société civile et les fondations françaises. Elle intervient en coopération étroite avec le Fonds mondial et l'ensemble de ses partenaires.

Le président de la République a souhaité que la France, deuxième contributeur historique du Fonds mondial, renouvelle avec force son engagement dans



Laos. L'ONG CHIAS intervient en milieu rural pour informer sur la tuberculose.

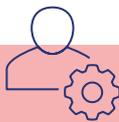
celui-ci, porté à près de 1,6 Md€ pour 2023-2025 dont 20 % sont désormais confiés à L'Initiative. Par son expérience de terrain et ses évaluations, L'Initiative contribue à éclairer les prises de position françaises au sein du conseil d'administration du Fonds mondial.

Poursuivre nos ambitions

En 2022, le président de la République a souhaité donner plus de moyens à L'Initiative pour les trois années à venir : c'est un signe de confiance. C'est aussi un engagement pour améliorer encore et toujours l'efficacité des subventions du Fonds mondial sur le terrain, pour des résultats tangibles et durables vers l'élimination des trois maladies. L'Initiative continuera à faire rayonner l'expertise française et à porter une action en santé mondiale fondée sur les droits humains et des valeurs universelles : accès des plus vulnérables à la santé, lutte contre les inégalités et souveraineté sanitaire des pays. ●

203 367

**PERSONNES DONT 50 % DE FEMMES
ONT BÉNÉFICIÉ DE SERVICES**
dans le cadre des **63 projets actifs**
soutenus par L'Initiative en 2022
et ayant reporté les données



Une évaluation stratégique

pour de nouvelles ambitions

En 2021, Expertise France a commandité une évaluation stratégique et formative de L'Initiative. L'objectif : adapter la stratégie du dispositif en amont d'un nouveau cycle de trois ans et aligner L'Initiative sur la stratégie de la France en santé mondiale et sur celle du Fonds mondial.

Afin de garantir que les moyens mis en œuvre lui permettront de répondre à ses nouveaux objectifs, une évaluation externe et indépendante a été menée par le cabinet Technopolis Group à la demande d'Expertise France entre 2021 et 2022.

Un dispositif mature

Cinq ans après la première évaluation, cette seconde évaluation relève le dynamisme et l'originalité de L'Initiative, ainsi qu'un engagement aux côtés des pays qui la distingue. L'Initiative répond bien aux priorités thématiques qu'elle s'est fixées pour 2020-2022 et se démarque par sa flexibilité, par la rapidité et la pertinence des réponses qu'elle apporte aux besoins très divers des pays. À travers une série de recommandations, cette évaluation a également identifié des axes d'amélioration.

Une évolution au service des besoins prioritaires

L'Initiative a pour ambition d'intensifier les actions et le soutien aux pays les plus fragiles. C'est pourquoi le Canal Pilotes devient L'Accélérateur. Cette évolution permet à L'Initiative de se concentrer sur des défis négligés, dans les pays les plus fragiles, notamment en Afrique francophone. L'Accélérateur permet de soutenir ou mettre en œuvre des projets qui complètent les deux autres modalités d'intervention de L'Initiative sur des thématiques identifiées au préalable par le comité de pilotage. D'ores et déjà, une priorité sur les ressources humaines en santé a été décidée. ●

LES RECOMMANDATIONS

- 1 Renforcer le dialogue avec les autorités nationales, les OSC et le Fonds mondial au niveau des pays
- 2 Améliorer la cohérence des interventions de L'Initiative dans les pays partenaires
- 3 Mieux évaluer et consolider les résultats et impacts du Canal Expertises
- 4 Faire évoluer la troisième modalité pour mieux répondre aux défis négligés
- 5 Soutenir la production des connaissances et le passage à l'échelle
- 6 Renouveler les modalités de soutien à la structuration des OSC
- 7 Animer le vivier d'experts mobilisables par L'Initiative

Des modalités d'action complémentaires face aux pandémies

À la veille du cycle de financement 2023-2025, L'Initiative fait évoluer ses modalités d'action. Si le dispositif des missions d'assistance technique permet des améliorations désormais plus pérennes dans les pays d'intervention, des financements accrus sont alloués au Canal Projets et à L'Accélérateur, ancien Canal Pilotes.

L'Initiative met en œuvre des missions d'assistance technique dans les pays éligibles, par le biais du Canal Expertises. Chacune est conçue sur mesure pour aider les acteurs nationaux et locaux de la lutte contre les pandémies à accéder aux subventions du Fonds mondial et à mettre en œuvre leurs projets le plus efficacement possible. Des experts techniques sont mobilisés pour une durée maximale de douze mois.

L'Initiative propose également des dispositifs d'assistance technique planifiée (DATP), dont le but est de renforcer les compétences à plus long terme. Par exemple, en Mauritanie, huit experts mandatés par L'Initiative ont travaillé avec l'Instance de coordination nationale du Fonds mondial, le secrétariat exécutif national de lutte contre le sida et le ministère de la Santé pour les aider à mieux piloter les subventions du Fonds mondial, structurer les organisations de la société civile et renforcer les systèmes de santé.



Burundi. Dépistage dans le cadre du projet Santé des pêcheurs et mareyeuses (SAPEMA).

20 projets sélectionnés en 2022

Le Canal Projets finance des projets qui répondent aux enjeux prioritaires identifiés par L'Initiative comme complémentaires aux programmes du Fonds mondial, à travers des approches novatrices et structurantes. En réponse aux trois appels publiés fin 2021, le comité de pilotage a sélectionné vingt projets en septembre 2022.

La première des priorités identifiées par L'Initiative concerne le renforcement des systèmes pour la santé, qui passe par des gains d'efficacité et en compétences des acteurs de terrain, un meilleur alignement avec d'autres programmes médicaux et la participation active des communautés. ↓

L'ACCÉLÉRATEUR :

une réponse à des enjeux trop négligés

L'évaluation stratégique et formative de L'Initiative l'a incitée à faire évoluer son Canal Pilotes. Avec des priorités redéfinies et des modalités d'action revues, L'Accélérateur est né pour répondre à des enjeux nouveaux et à des besoins plus précis.

L'Accélérateur répond à la volonté de clarifier les projets et les objectifs initialement portés par le Canal Pilotes, et d'intervenir sur des thématiques ciblées par le comité de pilotage. Il vient compléter les deux canaux « traditionnels » d'intervention de L'Initiative. Pour identifier de nouvelles opportunités d'action et les défis jusque-là négligés auxquels répondre, L'Initiative s'appuie notamment sur des données collectées au gré de ses projets, *via* le suivi des thématiques soutenues et des indicateurs de résultats, et sur les besoins exprimés par ses bénéficiaires et partenaires.

Un outil agile face aux défis sanitaires

Les objectifs de cette troisième modalité : créer un effet catalytique structurant et constituer une force transformatrice à même de répondre à des défis négligés de la lutte contre les pandémies et du soutien aux systèmes de santé, de susciter et de soutenir des solutions qui deviendront des sources d'apprentissage pour un futur passage à l'échelle.

En collaboration avec les bénéficiaires des projets, L'Accélérateur déploie plusieurs modalités de réponse aux demandes d'appui : assistance technique, financement de projets, subventions à des institutions, recherche opérationnelle, séminaires et

ateliers ou encore mise à disposition d'un fonds de structuration.

L'ambition est également d'agir sur l'écosystème du Fonds mondial en transformant les pratiques.

Ressources humaines en santé : une nouvelle priorité

L'Accélérateur devrait permettre à L'Initiative de faire des choix stratégiques en réponse à des défis négligés, dans un nombre réduit de pays parmi les pays francophones les plus fragiles d'Afrique subsaharienne. Cela pourra se traduire par des appuis pour le renforcement des capacités des laboratoires et de leurs réseaux, le soutien aux centrales d'achats et aux autorités de régulation ou encore le renforcement des systèmes de santé communautaires.

Jusqu'en 2025, priorité sera également donnée aux interventions sur les ressources humaines en santé. Consciente de la nécessité d'un investissement à long terme et de l'intégration tardive de ce champ dans ses interventions (*voir pages 23-25*), L'Initiative s'engage dans le soutien à des programmes permettant l'augmentation des effectifs et des compétences des personnels de santé dans le cadre de cette nouvelle modalité. ●



Côte d'Ivoire. L'équipe médicale de la maison d'arrêt et de correction d'Abidjan.

GENRE : des enjeux transversaux

L'Initiative encourage la prise en compte transversale des enjeux liés au genre et à l'égalité femmes-hommes. Dans le cadre de ses missions, elle encourage la mobilisation d'expertes et le développement d'appuis dédiés à ces enjeux, comme celui dont a bénéficié le forum Génération Égalité pour la mise en œuvre d'une feuille de route régionale sur les droits sexuels et reproductifs. En 2022, dès la phase de négociation des appels à projets, les porteurs de projets ont été accompagnés à mieux intégrer les facteurs de vulnérabilité, notamment en matière d'accès aux soins, dans leur projet. Près de 50 % des projets finalement sélectionnés ont au moins un objectif de réduction des inégalités de genre : parmi eux, celui de l'ONG REACH Ethiopia qui vise à intégrer le genre dans ses activités de lutte contre la tuberculose parmi les populations pastorales.

Les six projets financés – pour un total de 6,9 millions d'euros – portent sur l'élimination de la transmission mère-enfant du VIH au Laos, la mobilisation communautaire au Liban et en Tunisie, ou encore sur l'amélioration du parcours de soins VIH/sida en Guinée.

Autre priorité majeure : l'accès de tous aux services de santé. Onze projets ont été financés – pour un total de 13,5 millions d'euros – ciblant des publics éloignés des soins comme les professionnel-le-s du sexe à Madagascar, les communautés pastorales en Éthiopie ou encore les jeunes de Maradi et Niamey au Niger. Le troisième appel à projets est dédié à la recherche opérationnelle : il s'intéresse aux personnes immunodéprimées en raison du VIH et infectées par le virus du papillome humain et les cancers qui sont associés à cette co-infection. Trois projets financés visent à améliorer l'accès des femmes vivant avec le VIH à la prévention secondaire du cancer du col de l'utérus au Cameroun et au Ghana (voir page 26).

L'Accélérateur prend la suite du Canal Pilotes

Cette modalité réinventée veut répondre à des défis stratégiques en créant un effet catalytique pour contribuer à des transformations de fond (voir page 17). L'Accélérateur est destiné à intervenir sur des problématiques jusque-là négligées, au service du renforcement des systèmes de santé. Il se saisit d'opportunités identifiées par les partenaires de L'Initiative ou dans le cadre d'études spécifiques. Par exemple, en 2022, L'Initiative a financé un appui à Aidsplan, une ONG indépendante d'observation des travaux du Fonds mondial, qui milite pour en accroître l'efficacité et la transparence. Les financements ont notamment permis la refonte de son site Internet et l'élaboration de sa stratégie générale et de communication. ●



**Stratégie 2020-2025
de L'Initiative :**

<https://bit.ly/strategie-2020-2025>

Priorité donnée aux ressources humaines en santé

De nombreux pays connaissent des pénuries de ressources humaines en santé, aggravées par la pandémie de Covid-19. Dans le cadre du nouveau cycle de financement 2023-2025 du Fonds mondial, le soutien aux ressources humaines en santé, inscrit dans la stratégie française en santé mondiale, devient une priorité pour L'Initiative.

Le développement, le renforcement et le maintien à niveau des connaissances, des compétences et des pratiques des personnels de santé sont indispensables pour répondre aux besoins des populations, renforcer les systèmes de santé et permettre à toutes et tous de vivre en bonne santé. En finançant des actions de renforcement des ressources humaines en santé, L'Initiative cherche notamment à contribuer à la formation des personnels de santé, à leur meilleure répartition géographique et à l'attractivité des métiers de la santé.

Agir pour des actions pérennes

Quatre projets portant sur les ressources humaines en santé menés dans cinq pays d'Afrique et d'Europe de l'Est ont été évalués. Ces projets s'inscrivent dans une vision de long terme de la santé publique et complètent bien les actions du Fonds mondial. L'enjeu crucial reste la pérennité des actions sur le long terme : pour cela, améliorer l'appropriation des projets par les bénéficiaires et les acteurs



impliqués, en particulier les autorités sanitaires locales, constitue un axe de progrès. Autres points clés pour le renforcement des systèmes de santé : des capacités de financement à la hauteur des défis et la montée en compétences des porteurs de projets en termes d'ingénierie de formation.

Une attention renforcée dans le cadre de l'appel à projets

Dans le cadre de son Canal Projets, L'Initiative encourage les porteurs de projets à valoriser la prise en compte des enjeux relatifs aux ressources humaines en santé dans leurs propositions. Par exemple, le programme BFELTP, au Burkina Faso, prévoit la formation de soixante professionnels en épidémiologie pour l'Afrique de l'Ouest, en intégrant approches genre et « Une seule santé ». Une plateforme d'apprentissage et des conférences internationales seront créées à cet effet. Le renforcement des ressources humaines en santé est par ailleurs la priorité de L'Accélérateur qui pourra notamment soutenir des programmes centrés sur la hausse des effectifs et des compétences des personnels de santé. ●



« **Renforcement des compétences des ressources humaines en santé** », Évaluation transversale de projets, janvier 2023 : bit.ly/eval-renforcement-RHS



« Nous avons des atouts exceptionnels pour faire face »

ÉRIC FLEUTELOT,

directeur technique du pôle Grandes pandémies/Initiative,
département Santé d'Expertise France

2022, année de conférence de reconstitution du Fonds mondial, marque une étape importante pour L'Initiative, celle de l'augmentation de son budget. Avec sa nouvelle stratégie, elle s'apprête à renforcer ses moyens d'action dans les pays éligibles pour lutter contre les pandémies de VIH/sida, tuberculose et paludisme.

Particulièrement intense, l'année 2022 a vu la mise en œuvre d'un nombre record d'assistances techniques et de projets soutenus par L'Initiative. Cette année a également été marquée par la 7^e conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Poursuivre notre engagement pour l'éradication des pandémies

Avec l'engagement renouvelé de la France, porté par le

président de la République, et de nombreux autres pays, le Fonds mondial a aujourd'hui les moyens de mieux contribuer à faire reculer les pandémies. Est-ce à dire que les objectifs d'élimination de ces maladies seront atteints d'ici 2030 ? Rien n'est moins sûr.

En effet, si les efforts de chacun des pays dans lesquels nous travaillons sont remarquables, ils sont souvent freinés par la conjonction d'un contexte très défavorable, sécuritaire ou sanitaire, comme l'a montré la Covid-19 – et de crises plus ou moins importantes. Par exemple, les répercussions de la guerre déclenchée par la

Russie en Ukraine, notamment sur les prix de l'énergie ou des céréales, touchent encore plus dramatiquement les pays les plus fragiles. À cela s'ajoute un environnement légal ou social qui peut ralentir, voire rendre impossibles les progrès vis-à-vis de ceux qui sont les plus discriminés.

Nous devons, sans relâche, travailler avec ces contraintes et, désormais, avec un atout exceptionnel. La contribution de la France au Fonds mondial augmente et la part allouée à L'Initiative également : la France démontre sa volonté de conjuguer un investissement multilatéral puissant et une

réponse bilatérale sur mesure, impliquant toute l'équipe France et ses partenaires dans les quarante pays éligibles.

Renforcer nos appuis pour des systèmes de santé solides

Pour donner suite à une évaluation externe globalement très positive, et à un rapport de la Cour des comptes qui souligne la pertinence de réserver à L'Initiative une partie de la contribution française au Fonds mondial, nous pouvons mieux préparer l'avenir, en lien étroit avec les pays et l'ensemble de nos parties prenantes. Nous avons mis à jour notre stratégie pour mettre L'Initiative en ordre de bataille. Nous sommes aujourd'hui prêts à intensifier notre action et nos soutiens, en particulier dans les pays les plus fragiles.

Avec résolution, L'Initiative va renforcer son appui en expertise pour faciliter l'accès aux financements

du Fonds mondial et améliorer l'efficacité de ses investissements dans les pays d'intervention. En parallèle, elle ambitionne de faire davantage pour les systèmes de santé, en particulier pour les ressources humaines en santé. Car aucun progrès ne sera possible si nous, en collaboration avec nos partenaires, n'investissons pas plus dans les ressources humaines. Dans le but de transformer les engagements financiers des donateurs du Fonds mondial en activités pertinentes et efficaces, il faut des femmes et des hommes formés, compétents et disponibles pour fournir les services nécessaires à la prévention, au dépistage et au diagnostic, ainsi qu'à la prise en charge médicale et sociale de celles et ceux qui sont affectés par les pandémies. Avec tout autant de résolution, L'Initiative poursuit son engagement en faveur d'une approche « genre » à tous les niveaux, d'une approche basée sur des données scientifiques ainsi que sur la promotion

et la défense des droits humains. L'Afrique francophone demeure la zone prioritaire d'intervention de L'Initiative.

Face à la responsabilité exceptionnelle qui nous incombe, nous avons aujourd'hui des atouts exceptionnels. Expertise France saura relever les défis qui l'attendent pour toujours mieux servir les pays, leurs populations, le Fonds mondial et les valeurs portées par la France. ●



Burundi. Campagne de sensibilisation et de dépistage des pandémies dans le cadre du projet SAPEMA.

« Nous sommes aujourd'hui prêts à intensifier notre action et nos soutiens, en particulier dans les pays les plus fragiles. »

Demain, DES SYSTÈMES DE SANTÉ PLUS FO



Au-delà de la lutte contre les pandémies, L'Initiative agit pour transformer en profondeur les systèmes de santé des pays les plus fragiles. À travers ses diverses modalités de soutien, elle contribue à un faisceau d'actions pour plus de justice en matière de santé.

TRANSFERT DE CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES p. 25

LUTTE CONTRE LE CANCER DU COL DE L'UTÉRUS p. 26

L'APPROCHE « UNE SEULE SANTÉ » p. 27



11^e édition de la conférence AFRAVIH en mai 2022 à Marseille.

Contribuer à la couverture sanitaire universelle

Face aux difficultés des pays les plus fragiles, les actions menées par L'Initiative pour améliorer les systèmes de santé pourraient inspirer des changements audacieux, plus adaptés aux besoins des populations.

Manque d'investissements, carences en personnels, faible prise en compte des besoins, etc. Au vu des lacunes des systèmes de santé dans les pays les plus fragiles, le simple renforcement de ces systèmes ne suffira pas à construire une offre en santé de qualité. Même si la contribution de L'Initiative est minime face à l'ampleur des défis, les autorités sanitaires et leurs partenaires techniques et financiers peuvent s'inspirer des programmes et des approches qu'elle porte.

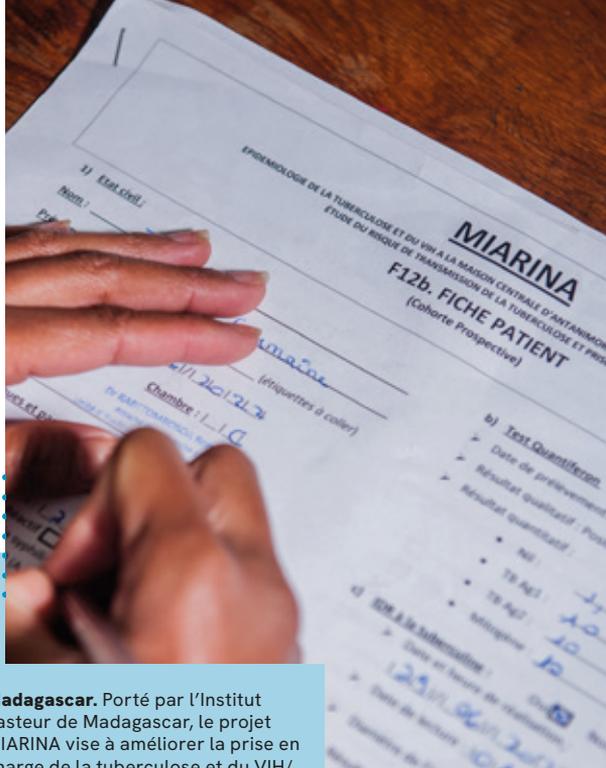
Agir à tous les niveaux des systèmes

Lutter contre les pandémies impose de mettre en œuvre un faisceau d'actions destinées à soutenir les piliers des systèmes de santé en plus des actions ciblées. Aussi, L'Initiative intervient dans tous les champs. Par ses assistances techniques et à travers les projets qu'elle finance, elle appuie le renforcement de la surveillance épidémiologique, des réseaux de laboratoires, des systèmes d'information sanitaire, ou encore des chaînes d'approvisionnement. Elle soutient aussi le développement des ressources humaines en santé (voir page 19) et encourage l'intégration des résultats de la recherche dans les programmes nationaux (voir pages 24 et 26).



Se concentrer sur les besoins

Pour une offre de santé mieux calibrée, il est primordial de favoriser le développement d'offres de soins centrées sur les besoins des populations. Plus holistique, cette approche portée par L'Initiative dépasse la lutte contre les maladies et leurs conséquences pour se placer en amont. Plus généralement, les projets d'Expertise France visent à contribuer à la couverture sanitaire universelle qui garantit à toutes et tous l'accès à des services de santé essentiels, à un coût abordable. Élargir l'accès aux soins, réduire les inégalités, améliorer la qualité des services : ces objectifs exigent des changements structurels et politiques forts, à mettre en œuvre par les autorités sanitaires nationales et leurs partenaires, pour garantir la pérennité et la résilience des systèmes de santé face aux défis futurs. ●



Madagascar. Porté par l'Institut Pasteur de Madagascar, le projet MIARINA vise à améliorer la prise en charge de la tuberculose et du VIH/sida en milieu carcéral.

DES RÉSULTATS IMPORTANTES pour le diagnostic de la tuberculose chez les enfants

Chaque année, la tuberculose touche un million d'enfants dont moins de la moitié est diagnostiquée et traitée, ce qui entraîne plus de 200 000 décès par an. Dans le cadre de son appel à projets de 2016, L'Initiative a contribué au financement d'une étude destinée à évaluer la faisabilité et l'impact en termes de diminution de la mortalité d'un dépistage de la tuberculose chez les enfants atteints de pneumonie sévère. Cette étude a été conduite par le consortium TB Speed, qui regroupe l'université de Bordeaux, l'Institut de recherche pour le développement (IRD),

l'Inserm et MU-JHU (collaboration entre les universités ougandaises Makerere et Johns Hopkins). En novembre 2022, les résultats montrant qu'il est possible de dépister la tuberculose chez les enfants admis pour pneumonie sévère sont publiés dans une prestigieuse revue à comité de lecture. L'étude préconise aussi une utilisation plus systématique du test Xpert Ultra pour améliorer le diagnostic des enfants, notamment ceux souffrant de malnutrition aiguë sévère. Elle confirme enfin l'importance de la tuberculose comme cause de pneumonie sévère de l'enfant.



« **Effect of Systematic Tuberculosis Detection on Mortality in Young Children with Severe Pneumonia in Countries with High Incidence of Tuberculosis: A Stepped-Wedge Cluster-Randomised Trial** », *The Lancet Infectious Diseases*, 15 novembre 2022, bit.ly/thelancet-tuberculose

Des assistances techniques

pour le transfert de connaissances scientifiques

Dans le cadre de ses missions d'assistance technique, L'Initiative intervient dans le développement des compétences des chercheurs en sciences appliquées, des opérateurs des programmes et des décideurs politiques pour mieux intégrer les résultats de la recherche dans la lutte contre les pandémies.

Sur le terrain, les équipes de recherche peuvent avoir des difficultés à rendre accessibles leurs résultats aux autres acteurs de la lutte contre les pandémies. Par ses missions d'assistance technique, L'Initiative contribue à créer des passerelles entre le monde de la recherche et les acteurs de terrain, opérationnels ou décideurs politiques, grâce à des formations dédiées au transfert de connaissances. L'objectif : l'appropriation des résultats de la recherche par les acteurs de la santé et, à terme, une amélioration de la gestion et du contrôle des maladies.

Amplifier la diffusion des résultats de la recherche

Entre octobre 2021 et octobre 2022, une mission dédiée au transfert de connaissances a été menée auprès des membres du programme PAC-CI en Côte d'Ivoire, soutenu depuis 2019 par L'Initiative. Son objectif était de renforcer leurs compétences en matière de valorisation des résultats des recherches nationales pour permettre leur intégration dans les orientations stratégiques et opérationnelles

de la lutte contre les pandémies. Des outils de communication et des actions de plaidoyer ont été développés sur la lutte contre le cancer du col de l'utérus, enjeu choisi comme axe de travail.

Améliorer les interventions et la mise en œuvre des projets

À Madagascar, dix personnes affiliées à des instituts de recherche, des organisations de la société civile ou des agences gouvernementales ont bénéficié, d'avril à juin 2022, d'un accompagnement pour renforcer l'impact de leur projet. Parmi elles, l'équipe du projet MIARINA, porté par l'Institut Pasteur de Madagascar et qui vise à améliorer la prise en charge globale de la tuberculose et du VIH/sida en milieu carcéral. La mission a permis aux personnes formées de produire une note de politique sur l'implication des personnes détenues dans les activités de santé en milieu carcéral. Cette note a donné lieu à l'organisation d'une formation aux soins de santé de base et aux premiers secours de certains détenus, dont le rôle est désormais reconnu. ●

S'engager dans la lutte contre le cancer du col de l'utérus

Les liens entre VIH/sida, virus du papillome humain (VPH) et cancers sont établis : les femmes immunodéprimées sont plus vulnérables à une infection à VPH, pouvant évoluer en cancer du col de l'utérus. Engagée dans la lutte contre les co-infections du VIH/sida, L'Initiative soutient des projets de recherche dédiés.



3

**PROJETS
FINANCÉS**

pour un montant
global de
3 629 372 €

Le cancer du col de l'utérus est le quatrième cancer féminin le plus courant. En 2020, 342 000 décès étaient recensés, dont 90 % dans les pays à revenu faible ou intermédiaire. Les femmes vivant avec le VIH ont six fois plus de risque de développer ce cancer. Les luttes contre les cancers associés au VPH et contre le VIH/sida sont donc liées.

Encourager la recherche dédiée

L'Initiative a dédié son appel à projets de recherche opérationnelle 2022 à la co-infection VIH/VPH et aux cancers associés et a retenu trois projets. Au Cameroun, l'institut de recherche français Bouisson Bertrand souhaite évaluer une stratégie d'intégration du dépistage du cancer du col de l'utérus dans une offre globale de santé sexuelle et reproductive, tandis que l'IRD cherche à optimiser les stratégies de dépistage de ce cancer après un test VPH positif chez les femmes vivant avec le VIH. Au Ghana, l'institut de recherche Noguchi Memorial vise à évaluer l'acceptabilité et la fiabilité de l'autoprélèvement pour le test VPH et, plus largement, à déterminer comment intégrer ce dépistage aux soins de routine pour les femmes vivant avec le VIH.

SUCCESS : un passage à l'échelle en voie de réussite

Pour permettre le passage à l'échelle de cette lutte contre le cancer du col de l'utérus, il est crucial d'encourager l'intégration des approches éprouvées par de tels projets de recherche ou pilotes dans les plans nationaux. En la matière, le projet SUCCESS est un bon exemple. Depuis son lancement fin 2019, le projet a vu ses approches innovantes intégrées dans des documents normatifs de prévention du cancer du col de l'utérus, des plans stratégiques et des outils d'éducation, d'information et de communication nationaux. SUCCESS défend notamment l'introduction systématique du test VPH et une approche couplée dépistage et traitement des lésions précancéreuses par l'ablation thermique. Mené avec le soutien d'Unitaid dans quatre pays – le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Guatemala et les Philippines – sur 116 sites, le projet vise le dépistage de 175 000 femmes dont 40 % vivant avec le VIH/sida. ●



« S'engager dans lutte contre le cancer du col de l'utérus, plusieurs opportunités », Boîte à outils, juillet 2022 : bit.ly/toolbox-cancer-uterus



« L'approche "Une seule santé" peut être une réponse au défi du paludisme »

CLARISSE VEYLON-HERVET,

conseillère régionale en santé mondiale pour la région Asie du Sud-Est

Clarisse Veylon-Hervet revient sur l'approche holistique des santés humaine, animale et environnementale, « Une seule santé », et sur son intérêt pour éliminer localement toutes les formes du paludisme d'ici 2030.

Quel est l'apport de l'approche « Une seule santé » dans la lutte contre le paludisme ?

Elle peut constituer une réponse au défi du paludisme, notamment dans la région du Grand Mékong, car l'évolution des conditions climatiques augmente le risque d'épidémies et de transmission virale entre la faune et l'homme, mettant en péril les efforts fournis dans la lutte contre la pandémie. Il serait nécessaire de mieux tenir compte des interactions des moustiques avec l'homme et des conditions environnementales, tant en matière de prévention que dans la mise en œuvre des interventions contre le paludisme. L'approche « Une

seule santé » implique un changement de mentalité et le passage d'une approche verticale et anthropocentrée à une approche intégrée et multidisciplinaire.

Son intégration dans les programmes va prendre du temps.

Quelles sont les perspectives pour cette approche dans le cadre de l'action de la France ?

Malgré des années de progrès, les cas de paludisme sont de nouveau en augmentation. Pour contribuer à l'atteinte mondiale de l'objectif « zéro paludisme », la France travaille avec ses partenaires pour financer la recherche et améliorer la prévention, le diagnostic et le

traitement des populations touchées. Il sera intéressant d'observer comment l'approche « Une seule santé » pourrait être pleinement intégrée dans les futures interventions. La question de sa prise en compte a été discutée lors du dernier comité de pilotage de la RAI, une subvention régionale du Fonds mondial contre le paludisme en Asie du Sud-Est. Il est question que la plateforme de la société civile se mobilise sur le sujet et propose des interventions dans le cadre de la nouvelle subvention, à partir de 2024. La nouvelle stratégie en santé mondiale prévoit d'intégrer l'approche « Une seule santé » de manière transversale. ●

Bilan financier

2022

DÉPENSES GLOBALES 2022

33 691 370 €

Dont

5 232 370 € POUR LA MOBILISATION DES COMPÉTENCES ET LES MISSIONS D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Ce chiffre représente la totalité des dépenses réalisées dans le cadre du Canal Expertises en 2022, y compris les appuis résidentiels (DATP) aux unités de gestion des subventions du Fonds mondial en Mauritanie, au Niger et au Tchad.

21 248 764 € POUR LE SOUTIEN À DES PROJETS CATALYTIQUES

Ce chiffre représente les dépenses réalisées dans le cadre du financement de projets d'intervention, pilotes et de recherche opérationnelle.

Dépenses par bénéficiaire

Instituts de recherche privé
22 951 €

Centrales d'achats
76 848 €

ONG internationales
85 316 €

ONG locales et organisations à base communautaire
836 541 €



Mobilisation des compétences et assistance technique (DATP inclus)

Instances de coordination nationale (CCM)
2 378 698 €

Dépenses par pandémie

Renforcement des systèmes pour la santé/Transversal
3 073 737 €



Paludisme
252 037 €

Tuberculose
489 662 €

VIH/sida
1 416 934 €

Entreprises privées/Autres
100 870 €

Centrales d'achats
107 429 €

Organisations gouvernementales
1 346 752 €

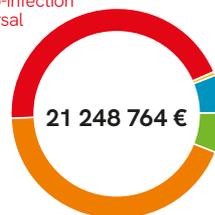


Soutien à des projets catalytiques

ONG locales et organisations à base communautaire
7 266 500 €

Instituts de recherche, écoles, universités et fondations
3 903 755 €

Renforcement des systèmes pour la santé/Co-infection TB-VIH/ Transversal
9 346 804 €



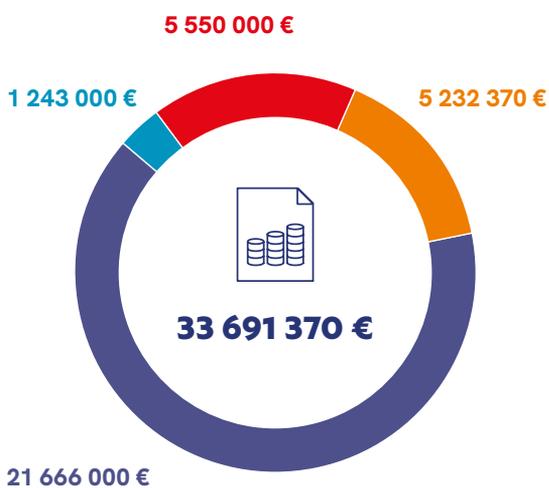
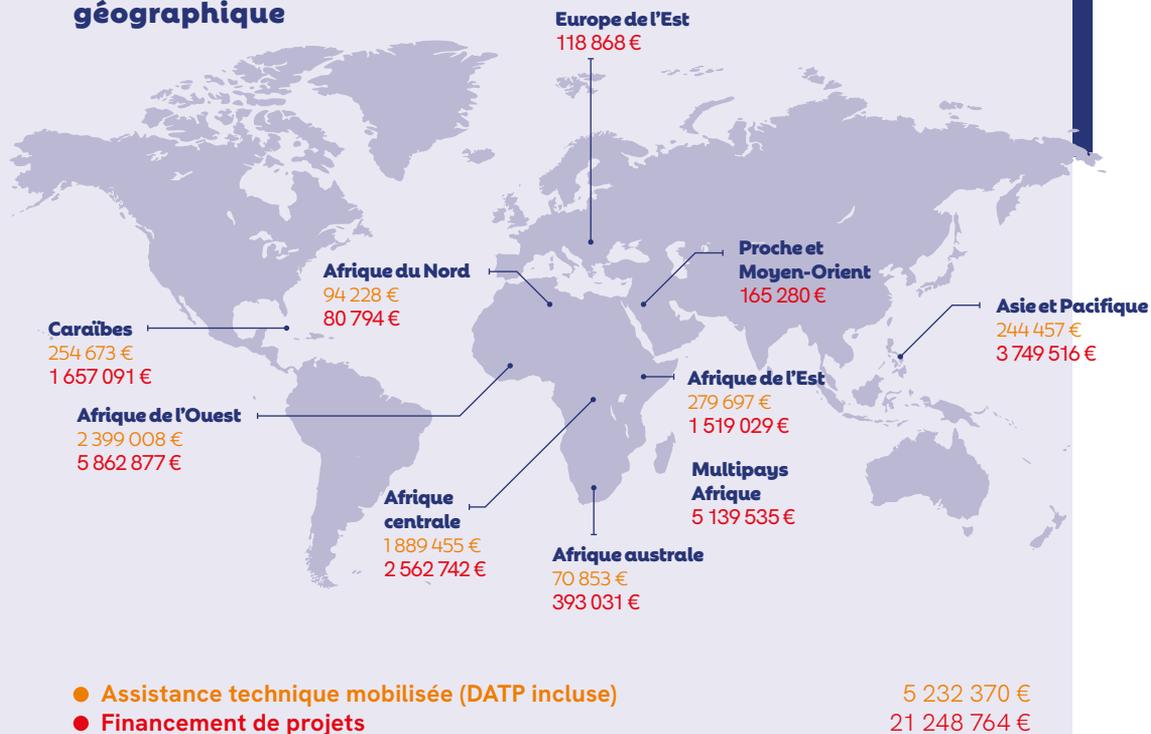
Covid
136 375 €

Paludisme
1 279 877 €

Tuberculose
1 272 622 €

VIH/sida
9 213 085 €

Dépenses par zone géographique



Répartition des dépenses par nature des activités

- Mobilisation des compétences/assistance technique
- Soutien à des projets catalytiques
Ce chiffre représente les dépenses réalisées dans le cadre du Canal Projets, du Canal Pilotes et inclut les frais liés à l'organisation des appels à projets.
- Activités transversales et fonctionnement (audits et évaluations, communication, dépenses transversales)
- Frais de coordination et de suivi des programmes

Contacts

L'Initiative

Sida, tuberculose, paludisme
www.initiative5pour100.fr

Expertise France

40 boulevard de Port-Royal
75005 Paris
01 70 82 70 82

 INITIATIVE.PC
 INITIATIVE5PC



L'INITIATIVE
sida, tuberculose, paludisme

MISE EN
ŒUVRE
PAR



FINANCÉE ET
PLACÉE SOUS
LA TUTELLE DU



DANS LE CADRE DE
LA CONTRIBUTION
FRANÇAISE AU

